



À l'attention des décideurs politiques et économiques,

En tant que collectivités territoriales ou établissements publics territoriaux de toute l'Europe, représentés par les signataires de cette lettre, nous appelons à des mesures plus fortes pour nous aider à mettre en place une société réellement durable.

Notre regroupement de collectivités territoriales souhaite jouer un rôle de premier plan pour aider à façonner nos sociétés futures selon une approche exigeante de l'économie circulaire, qui respecte la hiérarchie des modes de traitement des déchets.

Et c'est pourquoi nous lançons le mouvement « Choisissons le réemploi - #WeChooseReuse » en nous engageant à privilégier et à donner la priorité aux produits réemployables plutôt qu'aux produits à usage unique.

Les produits en plastique à usage unique inondent nos rues et nos espaces verts lorsqu'ils sont jetés ou emportés par le vent, polluent notre air lorsqu'ils sont brûlés ou perturbent nos systèmes de collecte lorsqu'ils ne sont pas recyclables. Cela a des impacts négatifs non seulement pour notre environnement, mais aussi pour nos citoyens et citoyennes, dont les villes sont inondées par une vague incessante de déchets d'emballage.

En partenariat avec les entreprises de gestion des déchets, nous jouons bien évidemment notre rôle dans la conception et la mise en œuvre d'infrastructures et d'organisations locales qui réduisent le volume de déchets produits par nos concitoyens. Il s'agit notamment d'assurer une collecte sélective efficace des matériaux recyclables, de soutenir les entreprises locales qui proposent des options de réemploi, de faciliter davantage d'alternatives fondées sur la recharge et la réutilisation, telles que les systèmes de consigne.

Tout cela contribue à créer un cadre favorable au niveau local pour le développement d'entreprises dont le modèle économique est celui du réemploi. Nous développons également la sensibilisation des citoyens et citoyennes, afin de transformer la norme sociale et d'ancrer le réemploi dans les pratiques.

Toutefois, aussi efficaces et ambitieuses que soient nos politiques, leur efficacité restera limitée si des matériaux à usage unique non recyclables continuent à inonder le marché.

C'est pourquoi nous demandons à toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, de revenir à des emballages et contenants réutilisables. Elles ont la possibilité de passer de l'usage unique à des produits, emballages et systèmes de réemploi, et ainsi de jouer un rôle essentiel pour nous aider à aller vers le zéro déchet, zéro gaspillage de ressources.

De plus, la mise en place d'un cadre réglementaire plus ambitieux qui incite au réemploi et responsabilise les entreprises qui continuent à générer des pollutions, est nécessaire pour contribuer de manière significative à cette transition.

C'est pourquoi nous demandons à nos décideurs aux niveaux national et européen de créer un cadre juridique favorable à l'essor du réemploi.

Cela implique de :

- Fixer des objectifs de réemploi par secteur (par exemple, pour les contenants pour boissons, les récipients alimentaires, les emballages pour le e-commerce)
- Mettre en place des exigences spécifiques pour le secteur HORECA -Hôtellerie, restauration et café - et le secteur de la vente au détail (par exemple, réemploi des emballages alimentaires, rayons de vente en vrac)
- Adopter des formats harmonisés dans toute l'Europe pour les contenants (par exemple, pour les boissons et les aliments) afin de créer des pools de produits réemployables pour soutenir le passage à l'échelle des systèmes de réemploi
- Promouvoir les systèmes de consigne pour réemploi et le soutien à la croissance des magasins limitant les emballages, ainsi que d'autres incitations économiques qui soutiennent le réemploi
- Intégrer des emballages réemployables dans les exigences essentielles de la directive de l'Union Européenne relative aux emballages et aux déchets d'emballages, sur le point d'être révisée
- Concevoir et mettre en œuvre des programmes de responsabilité élargie des producteurs (REP) qui donnent la priorité au réemploi, en créant un système de financement qui impose une plus grande responsabilité et des coûts supplémentaires aux producteurs qui continuent à mettre sur le marché des produits non recyclables à usage unique.

Les collectivités de toute l'Europe adoptent des stratégies et des politiques qui réduisent les déchets tout en diminuant les coûts. Mais nous ne pouvons pas tout résoudre dans le cadre de nos prérogatives. Il est maintenant temps que les entreprises fassent de même. Soutenus par les politiques adéquates définies par nos décideurs européens et nationaux, nous pouvons mettre le réemploi au cœur de la transition de l'Europe vers le zéro déchet.

Nous vous prions d'agréer l'expression de notre sincère considération.

